

*Le budget—M. Beaudoin*

D'un côté, il y aurait eu moins de chômage et, de l'autre, les Canadiens auraient été financièrement mieux préparés pour faire face aux montées inflationnistes que nous avons connues et que nous connaissons. C'eût été prévoir, et le gouvernement aurait pallié du même coup le fléchissement qui l'inquiète quant à la construction de logements actuellement. Mais maintenant il m'apparaît clairement que ces mesures qui auraient été excellentes auparavant sont maintenant bien secondaires, parce qu'elles arrivent trop tard.

Les allègements de l'impôt sur le revenu des particuliers, l'abaissement de la taxe de vente sur les matériaux de construction, la subvention de \$500 que consentira pour un an la Société centrale d'hypothèques et de logement à tout nouveau propriétaire de maison neuve, toutes ces mesures et la plupart des autres mentionnées au budget pèchent de la même façon, elles arrivent trop tard. Si ces dispositions importantes avaient été prises plus tôt, les Canadiens se seraient trouvés dans une posture leur permettant de s'en sortir, comme le seront au cours des mois à venir nos grandes entreprises pétrolières et minières que le ministre a protégées le plus possible. Le ministre lui-même disait dans son budget qu'il avait pris la peine de rencontrer ces grandes compagnies et d'étudier la situation.

Il a ensuite voulu insérer dans le budget des dispositions permettant aux grandes compagnies de s'organiser afin de faire face aux exigences du marché, et en même temps, selon ses propres paroles, de garantir à leurs actionnaires un rendement convenable. Je dirais ici que s'il est bon pour le ministre de proposer des mesures spéciales en faveur de nos grandes entreprises, afin qu'elles réalisent des profits, n'aurait-il pas également été bon qu'il prévoie pour les agriculteurs, les personnes âgées, les citoyens à faible revenu et les constructeurs de logements, avant que l'inflation ne rogne toutes leurs économies, la possibilité d'alléger avant ce soir ou avant le discours du budget leurs charges fiscales afin de les maintenir à flot et d'assurer un rendement convenable à leur budget.

Madame le président, en ce qui a trait aux personnes âgées, le ministre a proposé certaines mesures destinées à protéger, comme il le dit, l'épargne contre les effets de l'inflation. Au premier abord, cela semble une mesure excellente et de grande portée. Cependant, en y regardant de plus près, la situation nous apparaît bien différente. Il est fort possible que le ministre veuille protéger l'épargne, et effectivement cela pourra aider certaines personnes.

Mais le vrai problème, pour la grande majorité des personnes âgées, n'est pas là, mais plutôt dans le besoin d'obtenir le minimum vital. Il ne s'agit donc pas d'une vraie mesure d'aide, mais plutôt d'une aide par la négative. Ce n'est pas mauvais, mais ça touche les gens qui jouissent déjà d'une certaine sécurité. Mais les autres, le grand nombre, ceux qui n'ont que la pension de vieillesse ou presque, que deviennent-ils? Au fait, dans bien des cas un seul conjoint retire la sécurité de vieillesse à cause d'une différence d'âge. Le ministre ne parle pas du tout de ceux-là. C'est bien de vouloir protéger l'épargne des personnes âgées, mais qui va protéger les personnes âgées qui n'ont pas d'épargnes? Là est toute la question. C'est ce qui fait dire que ces mesures destinées à aider les personnes âgées, on peut les regarder en souriant. Il y aurait beaucoup à dire à ce sujet, mais je pense que j'y reviendrai plus tard.

Il y a un point, madame le président, que je me dois de souligner. A lui seul, il justifierait une opposition acharnée contre ce budget, et c'est le fait qu'en aucun moment,

dans le discours du ministre, il n'est question d'agriculture. Ceci, à mon sens, est d'une extrême gravité. Si je m'élève contre ce fait inacceptable, ce n'est pas seulement parce que je représente une circonscription fortement rurale, mais parce que je sais très bien qu'en ce moment tous les Canadiens sérieux, et conscients de notre situation en ce domaine, s'attendaient à des mesures énergiques dans le domaine de l'agriculture.

La famine touche plusieurs pays du monde. Nos réserves de céréales sont presque nulles. Nous connaissons des problèmes graves en ce qui a trait aux producteurs d'œufs, de volaille et de bœuf. Les gens abandonnent leurs terres alors que la population augmente. Un nombre sans cesse grandissant d'agriculteurs se voient obligés de faire faillite ou encore d'abandonner leur terre. Ils se rendent compte aujourd'hui plus que jamais du fait que le coût de production n'est même pas couvert, étant donné le prix auquel ils vendent. Enfin, s'ils vendent leur terre à une autre personne que leur fils, ils se voient tout simplement dépouillés par l'impôt fédéral sur tous les biens vendus: terre, animaux, machinerie et produit de l'encan.

Pendant ce temps, ici, à la Chambre des communes, notre aimable et souriant ministre des Finances propose un budget d'où la question agricole est complètement bannie, comme s'il s'agissait du dernier de ses soucis.

Il y a des choses qui sont maintenant claires, à mon sens. Les consommateurs savent que leurs denrées alimentaires atteignent des prix exorbitants. Les agriculteurs savent qu'ils n'arrivent plus à boucler leur budget et à produire à des coûts normaux. Enfin, tout le monde vient d'apprendre par le discours du budget que le gouvernement canadien se moque de lui.

Par ailleurs, le ministre place beaucoup d'espoir dans les relations internationales basées sur la bonne volonté des pays afin de mater la crise économique mondiale. J'ai envie de dire: «Monsieur le ministre, prenez immédiatement toutes les mesures pour que votre discours du budget ne parviennent pas à la connaissance des autres pays. Sinon, vous risquez simplement de perdre la confiance de ces nations et même d'être considéré comme un aveugle.»

Dans son discours, le ministre a dit qu'il misait beaucoup sur la consultation internationale étroite. Il indique même la voie du partage avec les nations en difficulté, et il va jusqu'à dire, et je cite:

N'avons-nous pas l'obligation encore plus impérieuse de ne pas gaspiller la nourriture, dans un monde où sévit la famine?

Et tout ce temps-là, dans son budget, il ne parle nullement du producteur agricole. Et dans ce même discours, il n'est aucunement question de l'agriculture, qui actuellement s'effrite aux yeux de tout le monde. Où est la logique? Où est le sérieux dans tout cela? J'oserais même dire: Où est cette bonne volonté si nécessaire au redressement de la situation mondiale pour ceux qui ont faim, même pour ceux qui ont faim dans notre pays?

Le Canada, par la voix de son ministre des Finances, prend certains engagements en vue d'aider les autres pays sur le plan alimentaire, par exemple, et en même temps on laisse sans broncher notre situation agricole se détériorer. Comment cela sera-t-il perçu par les nations concernées? Elles auront là la preuve tangible que le Canada est disposé à leur promettre n'importe quoi, sans avoir l'intention de respecter ses engagements. Cela ne pourrait-il pas devenir même un exemple de plus dans l'histoire de l'humanité, où l'on en parle, mais on ne fait rien pour améliorer une situation déjà corrompue.

Madame le président, j'aimerais maintenant toucher quelque peu la question de la situation internationale, que